

Professeurs recrutés par les directeurs d'école : pour A&D, c'est non !

« Il faudra pouvoir d'abord choisir les enseignants, pour être sûr qu'ils sont pleinement motivés, qu'ils adhèrent au projet ». Ce propos inacceptable tenu par le chef de l'Etat lors de son allocution du 2 septembre 2021 à Marseille est censé fournir la justification de la mise en place, dès 2022, d'un dispositif qualifié d'expérimental dans 50 écoles de Marseille et consistant à confier aux directeurs d'école la liberté de choisir leurs enseignants ainsi qu'à leur donner une large autonomie dans la gestion de « projets » mais aussi celle des horaires scolaires ou des partenariats. Cette mesure est en parfaite cohérence avec la volonté réitérée de son ministre Jean-Michel Blanquer **de donner un statut hiérarchique aux directeurs d'école**, et ce malgré la très large et très profonde opposition du corps enseignant.

Cette décision catastrophique est en tout point contraire à nos aspirations :

- X** Elle ne **résoudra en RIEN** le problème de l'échec scolaire dont elle néglige totalement les vraies causes.
- X** La pédagogie de « projet » est, au mieux, un moyen et non une fin en soi. L'école n'a pas vocation à faire de l'esbroufe, du *m'as-tu-vu* ou du *buzz*, mais à **transmettre des connaissances aux élèves**.
- X** Le chef de l'Etat **insulte les enseignants marseillais** en les désignant implicitement comme responsables de l'échec scolaire, parce qu'ils ne seraient pas assez « motivés » !
- X** M. Macron espère-t-il vraiment susciter l'enthousiasme et de nouvelles vocations parmi les enseignants en mettant **un chefaillon de plus sur leur dos** ? Ce dispositif ne peut que **dégrader encore les conditions de travail et faire fuir les plus compétents**, aggravant ainsi la crise du recrutement.
- X** Loin d'être un dispositif innovant, le recrutement par les directeurs avait été expérimenté il y a plus de 10 ans par Xavier Darcos avec le dispositif ECLAIR lancé en 2011 pour être abandonné dès 2015 et se concluant par **un échec lamentable**. En Suède, ce dispositif a lui aussi échoué, entraînant des démissions massives.
- X** Les écoles de Marseille réclamaient une rénovation d'urgence. En guise de réponse, elles expérimenteront en avant-première le **démantèlement du service public d'éducation** ! Quel affront !

Action & Démocratie/CFE-CGC combattra cette décision inique autant qu'inefficace, de même que le nouveau statut de directeur d'école voulu par la loi Rilhac qui revient à l'Assemblée nationale ce 20 septembre 2021.

Action & Démocratie/CFE-CGC continuera à défendre un vrai projet de redressement de l'école primaire.